



**HAL**  
open science

# Le monde d'après et l'ancien monde. Écrire l'histoire de la dictature portugaise (1974-2022)

Christophe Araujo

## ► To cite this version:

Christophe Araujo. Le monde d'après et l'ancien monde. Écrire l'histoire de la dictature portugaise (1974-2022). 48 ans de démocratie après 48 ans de dictature: temporalités portugaises en miroir, Graça dos Santos; Margarida Calafato Ribeiro; Gonçalo Plácido Cordeiro; José Manuel da Costa Esteves, Apr 2022, Nanterre (Université Paris Nanterre - UPL), France. hal-04333146

**HAL Id: hal-04333146**

**<https://hal.science/hal-04333146>**

Submitted on 9 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

# Le monde d'après et l'ancien monde. Écrire l'histoire de la dictature portugaise (1974-2022)

Je tiens avant tout à remercier l'équipe coordinatrice du colloque 48x48 de m'avoir invité à participer à cet événement. Après avoir tant étudié les 48 années de dictature, savoir que la démocratie a enfin duré plus longtemps que ce si long régime politique autoritaire doit être célébré. J'en félicite chaleureusement l'idée et me réjouis de donner ma contribution à cette célébration. Par ailleurs, je présente mes excuses de ne pas pouvoir être présent demain après-midi car je dois venir enseigner ici et je devrais donc m'éclipser avant les débats de la matinée. Pardon donc aux contributrices et contributeurs de demain ne pas pouvoir être là. De plus, au début, je voulais tenir compte aussi bien des écrits de la communauté historienne portugaise que de celle écrivant à l'étranger mais en raison du temps qui nous échappe, je me limiterai au Portugal, signe qu'il est certes un petit pays mais qu'il y a beaucoup de choses à dire.

La révolution des Œillets du 25 avril 1974 marque une rupture politique, sociale, économique et culturelle majeure au Portugal. Sans pouvoir m'étendre sur le caractère pluriel de cet événement historique, je me limiterai à interroger ses conséquences dans le champ historiographique. En d'autres termes, l'enjeu est de voir comment l'écriture de l'histoire a connu des altérations importantes. Elles sont certaines. Alors que l'écriture de l'histoire du Portugal pendant l'essentiel de la période dictatoriale a été le fait d'historiennes et surtout d'historiens qui se sont évertués à étudier l'histoire politique des périodes médiévales et modernes, l'histoire contemporaine est restée un tabou. Des historiens en opposition au régime autoritaire se sont permis d'étudier la période contemporaine, en nombre réduit et se sont limités à la période du XIX<sup>e</sup> siècle. Précisons que quelques contributions d'historiens proches du régime ont porté leur regard sur le XX<sup>e</sup> siècle temps court mais n'ont pas dépassé 1933 (**PPT História de Portugal de DP**) ou bien ont été clairement apologétiques (**PPT História de Portugal de Ameal : expliquer**). Après le 25 avril 1974, la communauté historienne a connu un changement de paradigme brutal car la période contemporaine est devenue la plus étudiée, après tant de décennies de tabou. Des centres de recherches historiques rattachés aux universités portugaises sur la période contemporaine se sont multipliés, à l'image du CES de Coimbra créé en 1978 puis plus tard le IHC (Institut d'histoire contemporaine) de l'université nouvelle de Lisbonne en 1990. Les autres périodes, sans être délaissées, ont été complètement dépassées par l'histoire contemporaine. Les chercheuses et chercheurs voulaient enfin pouvoir étudier le XX<sup>e</sup> siècle.

Par ailleurs, très rapidement, la question de la façon dont il fallait considérer la période dictatoriale achevée est venue. Dans le monde d'avant, soit le temps de la dictature, traiter cette période historique était inenvisageable sauf pour les quelques cas identifiés auparavant et qui avaient d'une certaine façon l'assentiment du pouvoir autoritaire. En effet, toute publication qui entrait dans le domaine de la politique risquait fortement de subir l'interdiction de circulation prononcée par la censure, bien souvent aiguillée par la police politique. Alors que l'histoire du temps présent se développait en France notamment, (fonda-

tion de l'IHTP en 1978 et inauguration en 1980) la question du traitement de la période dictatoriale doit donc être posée.

**Quelles sont les différentes périodes de l'écriture de l'histoire de la période autoritaire portugaise durant la démocratie ?**

## **I) 1974-1994 : Malgré le nouveau paradigme politique, une histoire empêchée ?**

À travers ce titre, il n'est pas question de sous-entendre qu'il existe encore des formes de censure ou bien de freins politiques à l'écriture de l'histoire. Même avec la fin du PREC en novembre 1975 et l'éloignement de tout spectre d'un nouveau coup d'État révolutionnaire ou bien de droite, il n'y a pas eu d'entrave. Il convient donc plutôt d'insister sur les différents éléments qui auraient pu contribuer à une difficulté à faire l'histoire, d'insister sur les manques mais aussi sur les possibles.

Il convient tout d'abord d'insister sur la situation des personnes qui écrivent l'histoire soit les historiens. Lorsque le 25 avril 1974 se produit, une partie des historiennes et des historiens en opposition qui avaient fait le choix de fuir le Portugal décide pour l'essentiel de rentrer très rapidement au Portugal. Pour celles et ceux qui étaient restés et qui maintenaient malgré tout une forme d'opposition, les conséquences pouvaient être d'une part l'impossibilité d'avoir un poste universitaire en raison du contrôle idéologique auxquels étaient soumis les postes universitaires ou bien tout simplement l'emprisonnement. (**PPT Tengarrinha libéré**) Par exemple, José Manuel Tengarrinha fait partie des prisonniers politiques qui ont été libérés le 26 avril 1974 de la prison de Caxias. S'ouvre alors une fenêtre d'opportunité comme l'a théorisé John Kingdon pour les historiens qui jusque-là avaient pu être marginalisés professionnellement en raison de leur activité politique. D'un autre côté, les scientifiques les plus compromis et qui ont pu défendre avec trop de ferveur ou bien participé à des fonctions administratives ont dû quitter leurs fonctions. Entre autres, il est possible de citer Jorge Borges de Macedo, Joaquim Veríssimo Serrão à l'université de Lisbonne ou bien Salvador Dias Arnaut à l'université de Coimbra. En conséquence, sans parler de grand remplacement, toute une géopolitique de l'épuration ou *saneamento* provoque l'arrivée de nouveaux visages, marqués à gauche au sein des équipes enseignantes des universités et toute une vague de nouvelles universités sont créées (pensons à l'université nouvelle de Lisbonne, Aveiro, Évora, celle du Minho entre autres).

Outre l'arrivée de nouveaux visages qui ont contribué à la rénovation du paysage historiographique portugais comme Vitorino Magalhães Godinho en tête mais aussi António José Saraiva et António Borges Coelho, un problème de taille se pose : l'accès aux sources et donc à l'ouverture des archives. Elles sont bien sûr fondamentales dans la démarche historique et sans elles, il est bien compliqué de pouvoir travailler, si ce n'est en partant du constat qu'une partie de l'information est tronquée et manquante. (**PPT ANTT**) L'accès aux archives est par ailleurs déterminant dans le choix des bornes chronologiques de la partie car 1994 marque l'ouverture de la PIDE dans le nouveau bâtiment des ANTT ouvert en 1990, après son transfert du palais de São Bento. Précisons qu'en raison de la loi de 1993 qui pré-

voyait les conditions de consultations des brûlantes archives auxquelles beaucoup d'historien.nes voulaient accéder mais aussi bien sûr de nombreux autres militants, les délais ont été fixés à 25 ans après la mort des personnes soit 1995 pour les archives d'António de Oliveira Salazar et 2005 pour celles de Marcelo Caetano, décédé en 1980 à Rio de Janeiro. Par rapport à d'autres pays dictatoriaux, la chance du Portugal est que le régime politique a été renversé par un coup d'État qui n'a pas laissé le temps aux principales instances publiques de procéder à une destruction méthodique des sources comme ce fut le cas par exemple en Espagne où la lente transition démocratique a permis à la police politique espagnole de détruire l'ensemble de la documentation compromettante. Les archives ont été mises sous la tutelle d'un Service de coordination de l'extinction de la PIDE/DGS et de la LP, créée par ordonnance le 7 juin 1974 et dont le règlement est fixé le 28 juin 1974. Bien sûr, il y a eu des malversations, et des erreurs commises qui ont provoqué de véritables détournements sont connus notamment les documents que le PCP aurait envoyés à Moscou et dont l'histoire est connue. (**PPT Ephemera**) De même, les archives de la censure ont subi de multiples pillages et une très grande partie des rapports de censure ont été dispersés. Heureusement, certaines démarches comme celle de José Pacheco Pereira sont parvenues à retrouver une partie de la documentation et l'ont mise en ligne.

Sans archives publiques, comment travailler ? Malgré les questions d'ouverture, d'autres initiatives doivent être soulignées car elles avaient vocation à soutenir la recherche ou bien en tout cas à réunir la documentation sur la période dictatoriale écoulée. La Commission du livre noir sur le fascisme a été mise en place en 1977 par Mário Soares, alors Premier ministre. Ses premiers travaux paraissent dès 1979 et s'étendent jusqu'à 1991. Les publications ne sont pas à proprement parler historiques même si des historiens ont pu y contribuer. Les différents volumes parlent des prisonniers politiques, la législation ayant permis la répression, la politique de l'information, les fraudes électorales, les discriminations politiques. Elles ont agi comme une sorte de commission pour la vérité et avait une vocation mémorielle afin de ne pas oublier les différents agissements durant la dictature. Je n'ai certes pas le temps de parler de la question du fascisme ou non au Portugal, mais l'utilisation du terme « fascisme » dans le titre de la commission rappelle que l'usage était courant, notamment dans les milieux militants opposés au régime dictatorial. La dimension militante de la parution est donc évidente. Durant cette première période de vingt ans, la faible distance chronologique aidant et surtout l'impossibilité de travailler sur des documents d'archives a empêché tout travail conséquent sur la période.

## **II) 1994-2010 : Le temps des études**

Les anniversaires sont toujours une occasion à ne pas manquer les historien.nes n'ont pas dérogé à la règle, d'autant que l'ouverture des archives de la PVDE/PIDE/DGS permettait enfin de découvrir tout un pan de l'histoire récente du Portugal. Précisons que les historiennes et les historiens qui ont entamé les premiers travaux sur le régime autoritaire sont surtout des personnes qui se sont formés à la fin des années 1960 et avaient un peu plus de trente ans lorsque le 25 avril 1974 s'est produit. Souvent, dans la mesure où leurs travaux

n'avaient pas encore une thématique définie, ils ont pu faire le choix de prendre comme thématique centrale dans leur carrière la période de l'Estado Novo. Il en est intéressant de constater que les autres historien.nes, en dépit de l'ouverture des archives, n'ont pas tant changé les thématiques traitées.

Quoi qu'il en soit, l'ouverture des archives est une étape importante et va permettre aux personnes, y compris aux acteurs, de découvrir les dossiers que la police politique avaient conservé sur eux (contribuant par ailleurs au fait que bon nombre de documents ne soient pas communiqués en raison de la mention de certains noms ou d'informations privées). De même une plus jeune génération qui s'est formée dans les années 1980 commence aussi à publier comme António Costa Pinto, João Paulo Avelãs Nunes, Margarida Acciaiuoli, Jorge Ramos do Ó, Manuel Braga da Cruz qui ont tous écrits pendant les années 1990 et ont travaillé sur la période l'Estado Novo. D'autres historien.nes ont aussi écrit pendant les années 2000 à l'image d'Irene Flunser Pimentel.

J'ai fait le choix de m'appesantir sur des figures importantes de ces années. Fernando Rosas et Luís Reis Torgal. Ils sont chacun dans une université, Coimbra et l'université nouvelle de Lisbonne. Fernando Rosas, formé en droit, est un historien qui a tout au long de sa carrière universitaire fait le choix de traiter de l'*Estado Novo* est Fernando Rosas (né en 1946). Ancien opposant au régime, il en a donc fait son domaine d'études privilégié. Son premier travail d'ampleur est le volume XII de *Portugal e o Estado Novo (1930/60)*, dans la collection *Nova História de Portugal*, dirigée par Joel Serrão et António Henrique de Oliveira Marques en 1992. **(PPT Rosas)** Une autre étape importante a lieu au tout début de la période mise en évidence avec la parution d'un volume entier dans l'histoire du Portugal dirigée par José Mattoso où cette fois il traite l'ensemble de la période soit de 1926 à 1974. La publication a lieu pour les 20 ans du 25 avril 1974 et est l'une des premières études d'ampleur couvrant l'ensemble de la période écrite par un historien, alors que l'ensemble des sources n'étaient pas encore disponibles. **(PPT dictionnaire)** Puis paraît rapidement après un autre travail d'ampleur, qui est une somme collective qui est toujours d'actualité, le *Dicionário de História do Estado Novo*. Fernando Rosas a par ailleurs écrit la longue entrée sur Salazar dedans. Sont appelés à contribuer dedans de nombreux jeunes chercheurs, surtout des Portugais et des Portugaises mais il est la première et jusqu'à maintenant la seule œuvre ayant cette approche, par ailleurs encore très marquée par l'histoire économique et sociale de l'école des Annales que beaucoup suivaient encore. Après d'autres travaux sur l'histoire de la République, Fernando Rosas a repris un travail synthétique déjà au début de la période suivante avec son *Salazar e a Arte de saber durar* qui a été récemment traduite en français en 2020. Il est donc l'une des figures incontournables de la période et le signe de la multiplication des travaux.

Une autre figure doit ici être détachée : Luís Reis Torgal. Alors que Fernando Rosas était surtout intéressé par une compréhension économique et sociale du fonctionnement de l'Estado Novo, Luís Reis Torgal a eu davantage une attention pour la dimension culturelle, influencé par son maître à penser José Sebastião da Silva Dias, qu'il avait eu comme professeur dans les années 1960. Fortement attaché à l'université de Coimbra, il a notamment étudié les conséquences de la politique autoritaire sur la production intellectuelle de l'université de Coimbra, la production cinématographique, la période marcelliste. Sa grande œuvre est *Estados Novos, Estado Novo*, qui est une somme de l'ensemble de ses travaux et qui est une

œuvre importante, où il affirme notamment l'importance du fascisme dans la pensée autoritaire. Il a aussi été un professeur important qui a dirigé un certain nombre de travaux pionniers notamment sur certains intellectuels comme sur João Ameal ou bien sur le fascisme cathédral (Jorge Pais de Sena).

### III) 2010-2022 : un passé qui n'est pas comme les autres ?

L'objectif de cette dernière partie est de montrer que malgré la multiplication des travaux et un détachement affectif en quelque sorte de la dictature (avec l'apparition de chercheurs qui ne l'ont pas vécue), il y a toujours au Portugal des moments de tension qui rappellent que l'étude de cette période n'est jamais anodine.

La biographie de Filipe Ribeiro Meneses a été un jalon important. Elle est publiée d'abord en langue anglaise en 2009 puis traduite en portugais l'année suivante. Comme l'auteur le note, il a été le second biographe de Salazar après Nogueira. En effet, si peu de scientifiques ont voulu se pencher sur l'épineuse tâche, notamment au Portugal, ce serait parce que :

« Après quarante-huit ans de régime autoritaire, une étude biographique du dictateur était hors de question : quelconque signe d'empathie ou de tentative de contextualiser et de “comprendre” Salazar serait une insulte aux victimes. [...] Personne n'a encore abordé la figure la plus logique : Salazar lui-même. »

Le livre a été inégalement reçu au Portugal. Loué par une partie de la presse, Filipe Ribeiro de Meneses a été accusé par une partie des historiens de relativiser l'action de Salazar et de dresser une biographie trop lisse de lui, n'utilisant par exemple que quelques fois le terme de dictateur pour qualifier Salazar et il a été critiqué pour avoir minimisé de nombreux aspects du régime. L'auteur a en outre été formé en Irlande au Trinity College de Dublin et c'est en anglais qu'il publie en 2009 son ouvrage. Il est traduit en 2010 en portugais, contribuant à percevoir le livre comme l'approche d'un Portugais allogène. Luís Reis Torgal a par exemple insisté sur le choix de cette langue afin de critiquer la survalorisation de l'anglais – oubliant que c'est la langue de formation de Filipe de Ribeiro Meneses.

L'été chaud de 2012. L'expression rappelle le « *Verão Quente* » de 1975, une période où l'agitation politique et sociale instiguée aussi bien par des groupes de droite conservatrice que de la gauche radicale, a fait craindre une guerre civile au Portugal. Mais, après le succès remporté par les partis modérés aux élections législatives constituantes du 25 avril 1975 et au refus du PCP de participer à la tentative de coup d'État du 25 novembre 1975, la démocratisation sans révolution s'est installée. La polémique historiographique a agité la communauté historique portugaise durant les mois d'août et de septembre 2012, surtout par le biais de la presse. Elle concernait une histoire du Portugal dirigée par Rui Ramos<sup>1</sup> et notamment la partie contemporaine rédigée par ce dernier. Rui Ramos est un historien qui n'a jamais dissimulé ses idées de droite. Déjà lors de sa sortie en 2009, les critiques les plus nombreuses concer-

---

<sup>1</sup> Rui RAMOS (coord.), Bernardo Vasconcelos e SOUSA, Nuno Gonçalo MONTEIRO, *História de Portugal*, Lisbonne, A Esfera dos Livros, 2009.

naient la partie rédigée par Rui Ramos, notamment la façon dont il a présenté la période républicaine mais aussi la dictature. Les choses se sont emballées après un article de Manuel Loff en 2012. Historien se revendiquant de la gauche radicale, il a accusé Rui Ramos de « pur révisionnisme historiographique politique et idéologiquement motivé » dans le journal *Público*. Après une réponse de Rui Ramos, d'autres scientifiques sont intervenus, parfois avec des attaques personnelles, le débat quittant alors le champ historique et confirmant les profondes divisions du monde académique portugais autour de la question du régime autoritaire<sup>2</sup>. Luís Reis Torgal a résumé l'affaire comme l'une « des rares polémiques qui a surgi dernièrement sur l'historiographie de l'*Estado Novo*, bien que ce ne fut pas une polémique scientifique mais plutôt une polémique journalistique avec la présence d'historiens ». Il a recentré les critiques sur le manque de recherches entreprises par Rui Ramos sur la période et sur des considérations davantage idéologiques de la part de cet auteur.

Le « Musée Salazar » et place de la PIDE dans la société. Deux autres polémiques ont récemment agité le monde historien portugais. Tout d'abord, en août 2019, la nouvelle de la création d'un Centre interprétatif de l'*Estado Novo*, voté par la municipalité de Santa Comba Dão et appuyée par le CEIS20, un centre de l'université de Coimbra, a rappelé les divisions de la société portugaise autour de la mémoire du régime autoritaire. D'une part, une première pétition appelée « musée de Salazar, non » a circulé à partir du 12 août 2019 – je l'ai par ailleurs signée. En réponse, une autre pétition appelée « Musée Salazar, oui » a été créée quelques jours après. D'autres ont suivi, dont une plus ancienne a été relancée, réclamant le retour à la désignation du « pont 25 avril » en « pont Salazar », premier nom donné au pont sur le Tage à Lisbonne. Une réponse de la mairie de Santa Comba Dão est parue le 24 août pour démentir le nom choisi pour le musée, rappelant qu'il s'agissait d'un centre interprétatif et sûrement pas d'un musée en l'honneur du dictateur. Le même jour, Luís Reis Torgal, historien appartenant au CEIS20 a défendu l'existence du centre interprétatif en évinçant toute accusation de centre nostalgique. Cependant, comme l'a judicieusement remarqué Miriam Halpern Pereira le 26 septembre 2019, une fois le débat quelque peu retombé, choisir comme espace muséographique un lieu collé à la maison où est né António de Oliveira Salazar risquait de transformer le musée en un lieu de pèlerinage des nostalgiques du régime. En conséquence, l'existence d'un musée sur l'*Estado Novo* semblait pertinente, mais aucunement dans l'unique rue portugaise s'appelant « rue Docteur Oliveira Salazar », sise à Santa Comba Dão.

Ensuite, en février 2021, une nouvelle polémique a surgi à la suite de la parution d'un article de Duncan Simpson, historien anglais ayant analysé la relation entre l'Église et l'*Estado Novo* et travaillant actuellement sur la PIDE. Publié dans *Público* le 14 février 2021, l'article intitulé « les Portugais ont-ils été victimes ou complices de la PIDE ? », montre toute l'ambivalence d'une partie de la population vis-à-vis de la police politique, pointant les formes de compromission et surtout d'adaptation des Portugaises et Portugais à la donne autoritaire et voulant interroger la mémoire antifasciste de la PIDE qu'il perçoit chez des historiens comme Fernando Rosas et Irene Flunser Pimentel. Cependant, une partie des historiens, souvent de gauche, se sont empressés de critiquer sa vision notamment Luísa Tiago de Oli-

---

<sup>2</sup> Pour une chronologie complète de cette crise interne au monde scientifique et des principaux participants et participantes voir Filipe Ribeiro de MENESES, « Slander, Ideological Differences, or Academic Debate ? The "Verão Quente" of 2012 and the State of Portuguese Historiography », dans *e-journal of Portuguese History* [en ligne], vol. 10, n° 1, 2012, pp. 62-77.

veira le 17 février, Luís Farinha le 20 février, Luís Reis Torgal quelques jours après et enfin Irene Flunser Pimentel le 17 février dans un article véhément où elle accuse Duncan Simpson de lui avoir volé son travail. Une réponse de Duncan Simpson le 2 mars est venue défendre l'impartialité de son travail et répondre aux différentes critiques.

Une nouvelle fois, une controverse académique débordait dans les médias portugais et l'ensemble des polémiques énumérées rappelle l'actualité toujours brûlante du régime autoritaire.